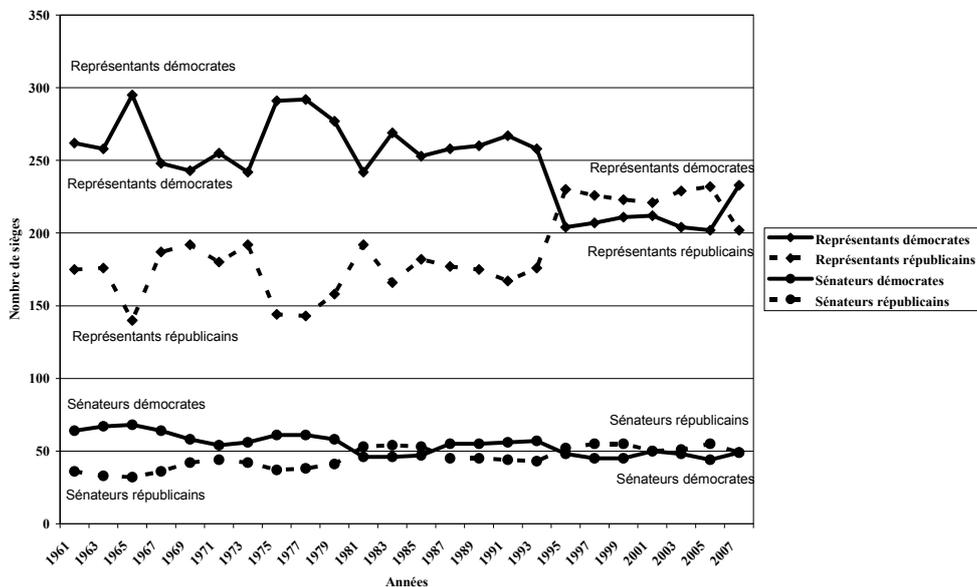


balancé par un relâchement du lien entre le parti et l'élu. Et ce d'autant plus que la généralisation des primaires pour les élections au Congrès a considérablement affaibli le poids des partis dans le processus de sélection des candidats. Ceux-ci sont bien plus dépendants pour leur élection de leur notoriété locale, de leurs soutiens associatifs et des groupes de pression, de leurs sources de financement que de l'étiquette de leur parti.

Ajoutons à cela que le taux de réélection des membres du Congrès est très fort, en particulier à la Chambre, ce qui affermit encore l'indépendance des heureux réélus et que le système institutionnel américain favorise les alliances ponctuelles bipartisanes. Si l'on met à part la période immédiatement postérieure au 11 septembre 2001, qui s'est traduite par une forme d'union sacrée, la *summa divisio* institutionnelle américaine n'est pas tant entre la droite et la gauche ou entre le parti démocrate et le parti républicain mais bien « libéraux » et « conservateurs » entre l'exécutif et le législatif.

Sièges à la Chambre des représentants et au Sénat depuis 1961



Enfin, s'il est très difficile pour un tiers parti d'émerger dans un pays continent avec ce que cela suppose en termes de coûts d'organisation, surtout dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à un tour, les élections présidentielles sont fréquemment l'occasion de l'apparition de candidats « indépendants » qui, à défaut d'être élus, peuvent faire pencher la

balance. La présence de ces candidats, qui s'appuient ou créent souvent de petites formations, comme l'influence idéologique de ces dernières justifient qu'après une présentation des deux grands partis américains nous fassions une brève incursion parmi les partis indépendants.

■ Le parti républicain

Histoire

La naissance, 1854

Lointain et indirect héritier du parti *whig*¹ américain, le parti républicain, surnommé *Grand Old Party* (GOP), est né en février 1854 à Ripon, dans le Wisconsin. Il tint sa 1^{re} convention nationale le 6 juillet 1854 à Jackson, dans le Michigan. Son apparition peut être analysée comme une réaction à l'adoption du *Kansas-Nebraska Act* de 1854 par lequel le Congrès, dominé par les démocrates du sud, organisait les territoires du Kansas et du Nebraska en y rendant possible l'esclavage. Les opposants à cette loi dénoncèrent le *slave power* qui avait permis son adoption et qui leur paraissait dangereux pour les fondements démocratiques et pour l'efficacité économique de l'Union. Le parti républicain naquit ainsi sous la forme d'une coalition anti-esclavagiste d'anciens *whigs*, de membres du *Free Soil Party*, de démocrates du nord...

Un élément essentiel de sa doctrine consistait logiquement en le refus de l'extension de l'esclavage à l'Ouest, mais aussi la volonté de distribuer des terres gratuitement aux pionniers de l'Ouest, la liberté d'entreprendre et un certain attachement au « centralisme fédéral ». Dès 1856, alors que le parti républicain est encore considéré comme un tiers parti, face aux démocrates et aux *whigs*, et qu'il ne dispose pas d'une représentation spécifique au Congrès, son candidat, John C. Fremont, obtient 33 % aux élections présidentielles sur le slogan² : « *Free soil, free labor, free speech, free men, Fremont* ».

-
1. Le parti *whig* a été constitué aux débuts des années 1830. Coalition hétéroclite, il était surtout soudé par son opposition au centralisme et au présidentielisme d'Andrew Jackson, président charismatique de 1829 à 1837, et des démocrates. Il se divisera et se délitera à propos de la question de l'esclavage.
 2. « *Terre libre, travail libre, expression libre, hommes libres, Fremont* ». Jeu de mot fondé sur la prononciation de la 1^{re} syllabe de Fremont, identique à celle de *free*.

L'élection de Lincoln et la domination présidentielle du parti républicain (1860-1932)

La force du parti fut de parvenir, dès 1860, à faire élire Lincoln à la présidence des États-Unis à la faveur de la division des démocrates et de l'affaiblissement de l'ancien parti *whig*. Cette élection constituait une véritable rupture avec la domination traditionnelle des sudistes sur la fédération. La victoire du nord républicain lors de la guerre de sécession assura ensuite au parti un pouvoir sans partage pendant plus de vingt ans, les présidents issus de ses rangs se succédant jusqu'en 1885.

Mis à part 2 intermèdes démocrates en 1885-1897 et en 1913-1921 (Woodrow Wilson), le parti républicain domina largement l'élection présidentielle jusque dans les années 1920 avec une idéologie essentiellement fondée sur l'isolationnisme et le libéralisme économique le plus absolu. La prédominance républicaine fut aussi nette lors des élections au Congrès. De 1861 à 1933 le parti fut ainsi majoritaire au Sénat sauf pendant 10 ans (1879-1881, 1893-1895, 1913-1919). À la Chambre, les démocrates s'en sortirent mieux puisqu'ils conservèrent la majorité durant 22 années (1875-1881, 1883-1889, 1891-1895, 1911-1917) sur plus de 60 ans tout de même.

La crise de 1929 et le *New Deal*

La grande crise de 1929 provoqua la chute de ce parti républicain qui paraissait destiné à gouverner indéfiniment : en 1932 Herbert Hoover était battu par Franklin Delano Roosevelt, qui avait su fédérer les espérances de nombreux Américains, notamment issues des minorités noires, juives et catholiques et de la classe ouvrière, au sein de la *New Deal Coalition*. Face à la crise et au chômage, le paradigme républicain de la liberté d'entreprendre ne porte plus. C'est un engagement de l'État qui est souhaité majoritairement, y compris au sein de l'électorat républicain dont un large part se détourne des candidats du GOP. C'est ainsi qu'Herbert Hoover, président sortant, n'obtient que 39,7 % des votes populaires en 1932, alors que quatre ans plus tôt il en recueillait plus de 58 %. Cette défaite de 1932 allait laisser la présidence aux démocrates pour vingt ans.

Eisenhower et Nixon (1952-1960 et 1968-1974)

La présidence d'Eisenhower¹ fut essentielle pour le GOP. Sollicité par les démocrates, dont il approuvait une part de la politique économique et

1. Il est élu en 1952 avec 55,2 % des votes populaires et réélu en 1956 avec 57,4 %.

sociale, il préféra s'engager aux côtés des républicains dans la course à la présidence. Ce faisant, il imprima au parti une marque internationaliste forte. Opposé à Taft, il refusait en effet l'isolationnisme cher au parti, dans un contexte de guerre froide qui lui semblait impliquer l'action des États-Unis dans le monde, en particulier en Corée. En revanche, ses positions modérées entraînèrent les républicains sur une pente idéologique assez peu différente de celle des démocrates. Ce qui, en définitive, allait largement faire le lit de ces derniers lors des élections présidentielles de 1960 et 1964, au profit de Kennedy puis de Johnson.

En 1968, Richard Nixon, ancien vice-président d'Eisenhower, remporte l'élection, à la faveur de la division des démocrates Humphrey et Wallace¹. Il est largement réélu en 1972, avec plus de 60 % des suffrages, en axant sa campagne sur le gauchisme du candidat démocrate, George McGovern, présenté comme l'homme du triple A, « *Amnesty, Abortion, Acid* », amnistie pour les déserteurs de la guerre du Viêt-Nam, avortement, légalisation de la drogue². Sa présidence, marquée par la fin de la guerre du Viêt-Nam et le rapprochement avec la Chine, s'acheva sur le scandale du *Watergate*. L'impression de malhonnêteté qu'il laissait allait durablement entacher la réputation des républicains et permettre l'élection du démocrate Jimmy Carter en 1976. Au-delà, elle fut à l'origine d'un surcroît de défiance des Américains pour leur système politique.

Reagan et la révolution conservatrice (1980-1992)

D'une certaine façon, cette défaite préparait l'avenir du parti républicain et sa renaissance. En effet, le candidat républicain en 1976, battu avec 48 % des voix, était le très modéré Gerald Ford, vice-président de Nixon appelé à le remplacer après sa démission. Il l'avait emporté de justesse lors des primaires devant le représentant de l'aile conservatrice du parti, Ronald Reagan. Quatre ans plus tard, en 1980, débarrassé de cette hypothèque centriste au sein de son parti, Ronald Reagan allait pouvoir incarner la droite renaissante et concourir face à un président démocrate très affaibli par son manque de maîtrise des affaires internationales, et notamment, par l'échec de la tentative de libération des otages américains en Iran. Avec

-
1. Il obtient 43,4 % contre 42,7 % à Humphrey et 13,5 % à Wallace.
 2. Cette présentation était issue d'une conversation avec un sénateur démocrate, aujourd'hui identifié comme Thomas Eagleton, le candidat démocrate à la vice-présidence, rapportée par le célèbre journaliste, Bob Novak. Novak mettait dans la bouche d'Eagleton, les mots suivants : « *The people don't know McGovern is for amnesty, abortion and legalization of pot. Once middle America -Catholic middle America, in particular- finds this out, he's dead.* »

Ronald Reagan allait débiter ce que l'on appela la « révolution conservatrice américaine¹ ». Loin des compromis d'après-guerre qui avaient vues le triomphe des théories keynésiennes de soutien budgétaire à l'économie, Ronald Reagan se fit l'apôtre de théories de l'offre en promettant notamment une réduction drastique des impôts, des coupes claires dans le budget de l'État et, *in fine*, un budget à l'équilibre. Simultanément, s'appuyant sur le réseau très dense des cercles de réflexion et des associations conservatrices, Ronald Reagan parvient à transformer l'idéologie dominante américaine et insuffle le vent nouveau du retour aux valeurs traditionnelles, mises à mal pendant les années 1960 et 1970, les années du doute : patriotisme, autorité, religion sont aussi réhabilités. Élu avec un faible score en 1980 (50,7 %) face à Jimmy Carter, il triomphe en 1984 avec 58,8 % des suffrages face à Walter Mondale qui choisit de mener une campagne « libérale » au sens américain du terme, c'est-à-dire, à gauche.

Au fond, l'élection de Clinton en 1988, après un mandat de George Bush, ne devait pas, sur un plan économique, véritablement infléchir la révolution conservatrice. La *Clintonomics*, qui se traduit par un sursaut de croissance, consistait à renforcer la discipline budgétaire de l'État, à réduire drastiquement le déficit budgétaire, à améliorer les performances de l'administration fédérale, autant d'objectifs que Ronald Reagan n'aurait pas dénoncé. L'idéologie reaganienne était devenue le paradigme dominant. Les démocrates ne se distinguaient plus alors, aux yeux de nombreux observateurs, notamment de la gauche américaine, que sur le plan sociétal et par leur communication insistant sur le « social ».

**George W. Bush,
une nouvelle rupture (2000-2008)**

Sur la lancée de Ronald Reagan, mais en s'appuyant sur des réseaux parfois différents ou complémentaires, en particulier sur les groupes évangélistes, G.W. Bush put accéder à la présidence en 2000. Il bénéficia, il est vrai, de la candidature de l'écologiste Ralph Nader en 3^e homme, qui attira sans doute une part importante de l'électorat démocrate au détriment d'Al Gore. G.W. Bush arrivait en seconde position en nombre de suffrages (47,87 % contre 48,38 %), mais il devançait Al Gore en nombre de grands électeurs acquis à sa cause grâce au basculement de la Floride pour 537 voix². G.W. Bush allait porter la révolution conservatrice vers de nouvelles conquêtes : il engage le pays dans un gigantesque programme de

1. Décrite par Guy Sorman en 1990 dans son livre homonyme paru chez Fayard.

2. Ce décompte en Floride fit l'objet de nombreuses controverses. La Cour suprême mit fin au suspense le 12 décembre 2000 en accordant la victoire en Floride à G.W. Bush.

réduction fiscale ; dans le même sens, qui est celui d'une réduction du rôle de l'État, il lance la *Faith-based initiative*. Ce programme vise à aider les organisations religieuses à obtenir des subventions gouvernementales pour fournir des services sociaux. Il ose s'en prendre à l'avortement, soutenue en cela par une vague de fond de l'opinion américaine, en obtenant l'interdiction de l'avortement dit « par naissance partielle » par le *Partial-Birth Abortion Ban Act*¹. Parce qu'il veut montrer que le conservatisme peut être compassionnel, et aussi plus tactiquement pour chasser sur les terres démocrates, il met en œuvre une réforme, jusqu'alors toujours ajournée, de *Medicare*, l'assurance santé des personnes âgées et handicapés. Elle doit permettre aux bénéficiaires de *Medicare* d'obtenir le remboursement partiel de leurs médicaments. Il fait adopter le controversé *No Child Left Behind Act of 2001*, qui réforme les méthodes de recrutement des enseignants et d'évaluation des élèves et vise à relever le niveau de l'école américaine. Depuis 2003, les ambitions réformatrices de G.W. Bush ont été sérieusement tempérées en raison de son engagement dans la guerre totale contre le terrorisme qui mobilise, en particulier au travers de l'invasion de l'Irak, une forte part du budget fédéral et de l'énergie de l'administration américaine.

Implantation

Après avoir été principalement implanté au nord et au centre des États-Unis, le parti étend progressivement son influence dans le reste du pays, notamment au sud, traditionnellement démocrate², en particulier à la faveur de l'engagement des présidents démocrates pour les droits civiques des noirs, engagement qui divise et déstabilise le parti démocrate.

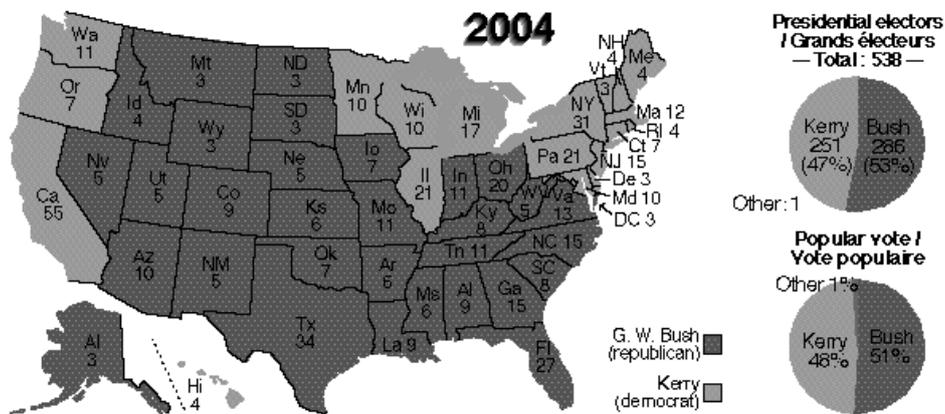
L'examen de la carte des votes lors des dernières élections présidentielles illustre cette progression générale des républicains dans tout le pays. Certes, ils peuvent s'appuyer sur la *Bible Belt*³ qui s'étend du Texas au Kansas, et de la Virginie à la Floride. Cependant, leurs zones de force sont aujourd'hui beaucoup plus larges : en 2004, seuls leur ont échappé les districts du nord-est (New Hampshire, Pennsylvanie, Maine, Vermont, Connecticut, New Jersey, Maryland, New York, Massachusetts, Rhode Island, district of Columbia), d'une partie de la région des grands lacs (Illi-

-
1. Cette « technique » consiste, au-delà de douze semaines de grossesse, à extraire en premier les jambes et le torse du fœtus, puis à aspirer chirurgicalement le contenu de la boîte crânienne de l'enfant pour permettre le passage de la tête.
 2. Voir *infra* le tableau sur l'évolution des démocrates dans les États du Sud.
 3. Sur la Bible Belt, voir Sébastien Fath, *Militants de la Bible aux États-Unis, Évangéliques et fondamentalistes du Sud*, Autrement, 2004.

nois, Iowa, Michigan, Minnesota, Wisconsin), du littoral de l'État de Washington et de la Californie.

Les élections de *mid-term* de 2006 n'ont pas bouleversé cette évolution, même si elles se sont traduites par un recul des républicains. Les élections des gouverneurs ont abouti à la perte de six États par les républicains mais, mis à part le Colorado et l'Arkansas, tous se trouvaient dans le Nord-Est, zone d'influence traditionnelle des démocrates. Les sénatoriales comme les élections à la Chambre des représentants de 2006 se traduisent aussi par une poussée démocrate, mais là encore, plutôt dans le Nord-Est¹. *In fine*, le Sénat qui sort du scrutin de 2006 comporte deux zones de force républicaines : le sud et la région des montagnes Rocheuses ; une zone de partage d'influence : le *Midwest*, trois zones de faiblesse : le nord-est, la région des Grands lacs et la côte pacifique.

Élections présidentielles de 2004



D'après et avec l'aimable autorisation de Frédéric Salmon, carte consultable sur <http://geoelections.free.fr>.

Une analyse fine par comté montre la résistance en 2004 des démocrates, *au Sud*, dans la vallée du Mississippi, à l'extrême Sud du Texas, et au Sud de la Floride ; *à l'Ouest*, dans les régions de San Francisco et Los Angeles, de Seattle et Portland ; *à l'Est*, dans la Nouvelle-Angleterre, à laquelle il faut ajouter la bande côtière reliant New York à Philadelphie ainsi que les alentours de Washington ; *au Nord*, dans la région des Grands Lacs, outre la ville de Chicago, la vallée du Mississippi au carrefour de l'Iowa, du Wisconsin et du Minnesota, ainsi que le Nord du Minnesota ; *dans la*

1. Avec les exceptions notables du Montana et du Missouri.

région des Montagnes, les comtés du Sud et du centre du Colorado, de nombreux comtés du Nouveau Mexique.

Doctrine

Avant tout soucieux de lutter contre les empiétements de l'État fédéral, assez nationaliste, défenseur de la libre entreprise et des valeurs morales, le parti républicain, qui est en fait la fédération de 50 partis locaux, comporte plusieurs courants idéologiques parmi lesquels :

- **La droite religieuse**¹, représentée par les hommes comme Pat Robertson², Jerry Falwell³, par les sénateurs Mitch McConnell, actuel *leader* républicain au Sénat, Jon Kyl, « whip » de la minorité sénatoriales depuis 2007 et ancien président de la Conférence républicaine du Sénat⁴, John Cornyn, président du *National Republican Senatorial Committee*, Trent Lott, ancien assistant du *leader* républicain au Sénat, ou encore l'influent sénateur de Caroline du Sud, Jim DeMint, par l'ancien secrétaire à la Justice John Ashcroft ou l'ancienne secrétaire à l'intérieur, Gale Norton, par des associations comme la *National Federation of Republican Assemblies*. Elle met l'accent sur la défense des valeurs morales et combat ainsi l'avortement ou les tentatives de légaliser un mariage homosexuel. Ce courant renoue ainsi avec les espérances de certains des premiers colons américains de fonder une société authentiquement chrétienne. Il peut s'appuyer sur la profonde religiosité d'une large part de la société américaine ainsi que sur un très dense tissu associatif dont les regroupements les plus connus sont la *Christian coalition*, la *Moral majority*, *Christian Voice* ou encore *Traditional values coalition*... Le président George W. Bush s'est appuyée de façon beaucoup plus nette que ses prédécesseurs sur ce courant dont il a su s'attirer la sympathie agissante. En même temps, il lui a donné l'occasion de retrouver une prise réelle sur la vie politique américaine. Cependant, cette droite religieuse n'est pas toujours exempte de critiques à l'égard de la politique présidentielle. Pat

1. Sur la droite religieuse, se reporter à Sébastien Fath, *Dieu bénisse l'Amérique, La religion de la Maison-Blanche*, Seuil, 2004. Voir aussi les excellents développements sur la question de Bruno Tertrais, *Quatre ans pour changer le monde, l'Amérique de Bush, 2005-2008*, CERI-Autrement, 2005.

2. Ancien président de la *Christian coalition*.

3. Ancien président de la *Moral majority*.

4. Équivalent d'un groupe parlementaire. Le président de la conférence occupe le 3^e rang du parti au Sénat derrière le leader et le « whip ».